



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

BIDEN PEUT-IL SAUVER LE MONDE ?

22 octobre 2020 | Par Kemal Dervis, Ancien ministre des Affaires économiques de la Turquie et administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, chercheur à la *Brookings Institution*

Ce texte est initialement paru le 7 octobre 2020 sur le [site](#) de Project Syndicate et a été traduit par nos soins.

L'issue de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre prochain aura des conséquences capitales sur les États-Unis en matière de politique économique, de justice raciale, de système judiciaire, de services de santé, ainsi que sur la qualité générale de leur démocratie. Toutefois, les effets internationaux pourraient bien être tout aussi étendus et durables. La victoire du candidat démocrate, l'ancien vice-Président Joe Biden, pourrait-elle éviter une dangereuse confrontation entre puissances et ouvrir une nouvelle ère de coopération globale ?

Si le Président Donald Trump était réélu, il ne chercherait pas nécessairement davantage de confrontations avec des puissances étrangères au cours de son second mandat. Au contraire, puisque des considérations électorales l'inciteraient moins à une position « dure », il pourrait devenir moins intransigeant, notamment à l'égard de la Chine, et encourager des « deals » économiques quand l'occasion se présenterait.

En fait, les grands discours de l'administration Trump sur les « valeurs » et les droits humains pourraient même cesser. Après tout, le Président est parfaitement à son aise avec les autocrates, et les dernières déclarations du Secrétaire d'État Mike Pompeo concernant les atteintes aux droits fondamentaux en Chine était plus une mise en scène électoraliste qu'une démonstration de convictions morales.

Une seconde administration Trump – tout comme la première – n'essayera probablement pas de véhiculer dans le monde une conception systémique de la démocratie et des droits humains. Elle adoptera plutôt une approche purement transactionnelle de la diplomatie, autant avec ses alliés qu'avec ses rivaux. Elle fera le pari que l'immense marché intérieur américain et ses prouesses militaro-industrielles, soutenus par la portée extraterritoriale du dollar, renforceront son pouvoir de négociation bilatérale, même vis-à-vis de la Chine et de l'Union Européenne. Néanmoins, bien que cette capacité bilatérale soit probablement effective dans des cas spécifiques, la négligence et le dédain de Trump pour les alliances et le multilatéralisme – une source clé de la puissance américaine pendant des décennies – ont affaibli le pouvoir et l'influence de l'Amérique.

Malgré les efforts contraires de Trump, les États-Unis conservent un *soft power* considérable, car la plus grande partie du monde regarde sa présidence comme une aberration qui ne reflète pas la véritable « personnalité » de l'Amérique. Mais si Trump est réélu, ce *soft power* déclinera de façon précipitée. Une approche purement transactionnelle éroderait encore plus un système multilatéral déjà affaibli alors même que le besoin de règles et de normes s'accroît.

Un monde marqué par l'affaiblissement du multilatéralisme se cristalliserait entre trois sphères d'influence rivales – menées respectivement par les États-Unis, la Chine et l'Union européenne – chacune avec ses propres règles et normes. L'UE pourrait en effet avoir assez de poids pour former un troisième pôle à part entière, surtout si elle parvient à attirer dans sa sphère des pays de taille moyenne et de même sensibilité. Si l'UE manquait de cohésion pour accomplir cela, le monde deviendrait alors bipolaire car le poids et l'attraction gravitationnelle des États-Unis et de la Chine sont supérieurs à n'importe quel autre rival.

Un tel monde dans lequel les marchés seraient segmentés par des règles et des normes différentes serait inefficace. En outre, il y sera très difficile de conclure des accords sur le partage de la charge (*burden-sharing agreements*) visant à fournir des biens publics globaux tels que l'atténuation du changement climatique.

Ce monde serait également dangereux : malgré leur considérable et persistante interdépendance, la Chine et les États-Unis pourraient glisser dans une guerre froide technologique qui s'échaufferait par des erreurs de calculs des deux côtés – y compris sur les nouvelles cyberarmes.

Qu'est-ce que changerait la victoire de Biden à ces scénarios futurs ?

Concernant la relation États-Unis-Chine, peu de choses évolueraient à court terme. Les frictions bilatérales pourraient même augmenter car une administration Biden mettrait en avant le thème des droits fondamentaux d'une façon bien plus cohérente. Les tensions actuelles sur les politiques commerciales, industrielles et technologiques, persisteraient, et la forte rivalité sino-américaine resterait une caractéristique majeure du système international.

En revanche, une administration Biden pourrait radicalement changer les relations de l'Amérique avec ses alliés traditionnels – notamment l'Europe – tout comme son approche du multilatéralisme. Poursuivre rigoureusement une telle stratégie pourrait empêcher une fragmentation inefficace et dangereuse de l'ordre international.

Avec Biden à la Maison Blanche, les États-Unis, l'Europe et de nombreux pays africains, latino-américains et asiatiques, pourraient collaborer pour établir des règles et des normes communes reflétant des valeurs fondamentalement similaires. Cela supposerait des compromis difficiles dans certains secteurs tels que la gestion des données ou la fiscalité numérique. Les États-Unis soutiendraient certainement l'Organisation mondiale du commerce et défendraient un système commercial mondial fondé sur des règles, tout en promouvant des réformes institutionnelles indispensables.

L'Amérique de Biden resterait également membre de l'Organisation mondiale de la Santé et prendrait part à la prévention de la pandémie dans un cadre multilatéral. De même, elle réintégrerait les Accords de Paris de 2015 et s'engagerait à des objectifs d'atténuation sérieux.

Il n'est toutefois pas certain que l'administration Biden poursuivrait un tel programme suffisamment vigoureusement pour susciter un multilatéralisme renouvelé dans lequel les États-Unis seraient certes une force motrice et décisive, mais pas un hégémon. Des intérêts nationaux divergents persisteraient, les compromis demeureraient difficiles à trouver mais des valeurs fondamentales communes ainsi qu'un intérêt propre éclairé pourraient permettre de s'accorder sur des solutions.

Cette renaissance du multilatéralisme, si elle réussit, pourrait convaincre la Chine de vouloir faire partie d'un système international renouvelé. Bien que les dirigeants chinois aient publiquement déclaré leur engagement en faveur du multilatéralisme mondial, ils ont poursuivi en pratique une stratégie de *hard power* débridé, laquelle resterait la meilleure alternative pour la Chine si Trump gagnait.

Au contraire, si l'UE et les États-Unis dirigés par Biden coopèrent avec de nombreux autres pays et appliquent des règles et des normes communes, la Chine ne pourrait se permettre de faire bande à part. Dans un tel scénario, elle ne pourrait pas non plus persuader beaucoup de pays est-asiatiques de s'aligner derrière elle.

Un effort concerté des États-Unis pour renouveler le multilatéralisme pourrait inverser la tendance vers un monde radicalement divisé entre grandes puissances rivales. À une époque marquée par des défis globaux sans précédents, cela serait profitable à tous, y compris à la Chine. Cette différence entre une administration Trump et une administration Biden pourrait être aussi importante que la différence de politique intérieure entre les deux candidats.

Dans l'opinion partagée par beaucoup actuellement, un monde dangereusement divisé est inévitable. Mais un engagement américain décisif en faveur du multilatéralisme pourrait encore nous mener vers un futur meilleur et plus sûr. Si Biden gagne le 3 novembre, les Démocrates tournés vers l'international devront, dans toutes les branches du gouvernement, penser grand et être à la hauteur de leurs convictions.